

avaient échoué sur une grande échelle longtemps avant l'imposition de la surtaxe et des autres mesures connexes par l'administration Nixon.

On ne s'entend pas au Canada sur l'étendue des conséquences de la surtaxe américaine de 10 p. 100 sur les exportations canadiennes vers les États-Unis. Il est cependant évident que l'effet ne sera pas favorable, aussi restreint ou vaste que soit le champ des produits canadiens touchés.

● (3:40 p.m.)

Le projet du gouvernement Trudeau d'infuser de l'argent dans les industries le plus gravement atteintes par la surtaxe ne peut être qu'une mesure à court terme.

Je vais plus loin que la *Gazette* et je soutiens que non seulement il s'agit d'une mesure à court terme mais les \$80 millions déversés dans l'industrie canadienne n'arriveront même pas à résoudre le problème du maintien des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis.

Dans ce contexte, certains de nos services publics prennent de l'importance. Par exemple, si nous pouvons nous permettre de dépenser \$700 millions à la construction d'un aéroport international et \$100 millions à un programme d'avancement du bilinguisme, au moment où le sort de la puissance industrielle et de l'emploi est en jeu, notre pays a les moyens de consacrer plus de \$80 millions, même si la formule que le gouvernement a adoptée constitue une solution réalisable.

Je passe à la prémisse essentielle de mon raisonnement: en ce qui me concerne, j'estime que tout ce programme n'est que de la gnoqotte. Les prières que nous adresse le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) en vue d'obtenir ces 80 millions de dollars ne seront pas d'un bien grand secours au cours des trois prochains mois. Les députés du Québec et surtout ceux de l'Ontario, qui représentent des circonscriptions dont le sort des industries est en jeu doivent, me semble-t-il, être réellement inquiets en voyant que notre généreux gouvernement n'est disposé à verser que 80 millions de dollars à l'égard de ce programme. Je le répète, à mon avis, c'est de la gnoqotte lorsqu'il s'agit de résoudre le problème qui se pose à l'heure actuelle. Sans commerce extérieur, le Canada va disparaître progressivement ainsi que les emplois.

Même avant que les mesures d'urgence annoncées par le président Nixon le 15 août aient soulevé des questions au sujet des perspectives économiques, les études concernant la main-d'œuvre indiquaient que cet hiver le chômage se situerait probablement juste au-dessous de 6 p. 100 sur une base désaisonnalisée. Donc, outre le problème que pose la surtaxe et la question du taux de change actuel, dont je vais parler dans un instant, le chômage aurait été grave. On estime que 630,000 personnes seront en chômage au cours des trois pires mois de l'hiver cette année, alors que l'hiver dernier, environ 664,000 personnes étaient en chômage. A cette situation déjà critique du chômage va venir s'ajouter la surtaxe imposée sur les exportations aux États-Unis, qui ne permettra plus à nos produits de soutenir la concurrence étrangère. Nous avons déjà dû faire face à la concurrence de la puissance industrielle du Japon et de la République fédérale d'Allemagne, ainsi que des autres nations commerçantes dont le produit national brut a augmenté beaucoup plus vite que le nôtre. C'est pourquoi, à mon avis, on peut facilement imaginer, ou, sinon imaginer, du moins prévoir

[M. Woolliams.]

grâce à des évaluations, que cet hiver, il se pourrait que nous ayons un million de chômeurs. C'est la raison pour laquelle j'estime que nous nous penchons actuellement sur l'une des situations les plus critiques qu'ait connues le Canada depuis 1929.

On a constaté, de mars à juillet de cette année, une augmentation de 3.6 p. 100, selon le taux annuel, du nombre des emplois, ce qui représentait une certaine amélioration. Mais si l'on se reporte aux données, on voit qu'une forte proportion des nouveaux emplois créés étaient des emplois à temps partiel ou de caractère provisoire, et que bon nombre de ces emplois avaient été créés dans le cadre de programmes spéciaux destinés aux étudiants. Ceci dit, on a pu voir cet été partout au Canada, sur les autoroutes et dans les villes, des agglomérations de jeunes. Certains étaient diplômés d'université; d'autres avaient reçu une formation technique; et pourtant, ils étaient sans travail. Plusieurs d'entre eux n'ont pu gagner assez pour poursuivre leurs études universitaires. La situation n'a jamais été aussi désastreuse depuis la crise mondiale de 1929.

Les économistes concentrent leur attention à ce stade sur la tendance de l'emploi dans les industries de fabrication car ce sont celles-ci qui pourraient engager les ouvriers qualifiés adultes qui ont perdu leur emploi pendant une crise. Les résultats ont été modestes, bien qu'une amélioration se soit fait sentir au mois de juillet. C'est sur cette toile de fond plutôt sombre que les mesures américaines de contrôle économique viennent encore aggraver l'inquiétude du gouvernement.

M. Noble: Le gouvernement ne s'inquiète pas.

M. Woolliams: Eh bien, il devrait l'être. La surtaxe frappe l'industrie manufacturière sur deux plans, comme nous l'a expliqué le ministre de l'Industrie et du Commerce. Il va être difficile pour les compagnies des industries en plein essor d'augmenter leurs ventes sur le marché vital des États-Unis, aussi vont-elles attendre avant d'embaucher de nouveaux employés. Et s'il le faut, bien sûr, si le commerce ralentit de façon appréciable, elles devront congédier un grand nombre d'employés, des dizaines de milliers, d'après le ministre de l'Industrie et du Commerce. En ce qui concerne les autres industries, les compagnies perdront peut-être des ventes si la surtaxe se prolonge et finiront peut-être par congédier des ouvriers, ce qui accroîtra le chômage.

J'en arrive maintenant à un sujet qui n'a pas été traité aussi librement qu'il aurait pu l'être par les moyens de diffusion. La surtaxe de 10 p. 100 nous empêche sûrement de faire le maximum d'échanges commerciaux. Il n'y a pas si longtemps déjà, on a débloqué le dollar canadien sur le marché des changes et maintenant sa valeur est presque égale à celle du dollar des États-Unis. Autrement dit, le coût des exportations canadiennes augmente d'environ 8 p. 100. Certains députés n'aiment pas revenir sur les arguments du passé, mais je me permets de leur rappeler ce qui est arrivé quand le gouvernement du très honorable député de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a bloqué le dollar. Les députés de l'époque, dont quelques-uns sont toujours à la Chambre, parcouraient les secteurs industriels de l'Ontario en disant que le dollar canadien ne valait rien. Mais dès que le gouvernement du parti opposé est entré en fonction, il a prolongé le blocage du dollar et cela, pendant des années, jusqu'à ce que le